



Non au CPE, non à la précarité ! Jeunes, salariés, chômeurs, faisons reculer le gouvernement !

Villepin a utilisé le 49-3 pour imposer la loi sur « L'égalité des chances » dont fait partie le texte sur le Contrat première embauche (CPE) qui avait été auparavant voté, de nuit, par 50 députés. Et cela au lendemain des manifestations qui, à travers tout le pays, avaient exprimé, dans la rue, le rejet par les salariés et la jeunesse du projet gouvernemental. Une grande majorité de l'opinion est contre. Qu'importe, Villepin, Sarkozy et leurs amis tentent de passer en force, mais ils n'ont pas encore gagné la bataille.

Les manifestations du 7 février ont été une première étape d'une mobilisation qui continue. Dans certaines universités, comme à Rennes ou Toulouse, les jeunes poursuivent l'action. C'est une véritable mobilisation qu'il faut construire pour mettre en échec cette politique de généralisation de la précarité.

LEUR EGALITE DES CHANCES, C'EST LA PRECARITE POUR TOUS

Villepin fait passer sa politique au nom de l'égalité des chances. Quelle hypocrisie !

L'égalité des chances, c'est, pour les jeunes de moins de 26 ans, avoir la possibilité de signer un Contrat première embauche qui permet aux patrons de les licencier comme ils veulent durant les deux premières années. Cela ne diminuera en rien ni les CDD, ni l'intérim, ni le chômage. Les patrons n'embaucheront pas plus, ils se contenteront d'utiliser la loi pour avoir une main-d'œuvre jeune sur laquelle ils feront peser la menace quotidienne du licenciement. La seule chose que Villepin augmente, c'est la précarité.

C'est aussi la précarité qu'augmente le Contrat nouvelles embauches (CNE) dont le CPE est une variante. Le CNE applique la même période d'essai de deux ans aux salariés de plus de 26 ans dans les entreprises de moins de 20 salariés.

Et c'est ça le fond de la politique du gouvernement : généraliser l'insécurité, fragiliser les travailleurs et les jeunes.

TOUS VISES, TOUS CONCERNES

Oui, cette politique vise l'ensemble des salariés. Villepin a déjà annoncé la prochaine attaque si son mauvais coup du

CPE passait : la remise en cause du contrat à durée indéterminée, le CDI.

Par la même loi sur « l'égalité des chances », la droite est en train de rendre possible le travail de nuit pour des jeunes mineurs à partir de 15 ans.

Elle veut aussi, avec la directive Bolkestein, mettre en concurrence les travailleurs des différents pays de l'Union européenne pour tirer salaires et protection sociale vers le bas.

C'est dans le même but que Sarkozy présente une loi sur l'immigration, nouvelle attaque contre les travailleurs immigrés. Si elle passait, elle rendrait quasiment impossible la régularisation des travailleurs sans papiers même s'ils vivent et travaillent ici depuis plus de dix ans. Comme elle rend impossible le regroupement familial. Pour Sarkozy il s'agit d'adapter l'immigration aux seuls besoins des patrons en main-d'œuvre bon marché tout en s'attaquant aux maigres droits des immigrés.

En généralisant la précarité, gouvernement et patronat veulent renforcer leur pouvoir sur toute la société.

COMITES UNITAIRES POUR LA LUTTE

Faire reculer Villepin sur le CPE serait marquer un point important pour l'ensemble des travailleurs. C'est possible. Villepin est loin de faire l'unanimité dans son propre camp ; son arrogance tente de masquer sa faiblesse, car son projet suscite le désaveu de la majorité de la population. Il faut que ce désaveu s'exprime dans la rue.

Les organisations syndicales, les partis politiques de gauche et d'extrême-gauche appellent à une grande journée de mobilisation le 7 mars.

Organisons dans les entreprises, les quartiers, les lycées et les facs des comités unitaires de mobilisation pour en faire une véritable journée de grève interprofessionnelle, de manifestation pour faire reculer le gouvernement et chuter Villepin.

Le 13/02/06

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :